Dépolitiser le passé, politiser le musée? A la rencontre des visiteurs d'expositions historiques sur la Première Guerre mondiale.

Sylvain Antichan, Sarah Gensburger, Jeanne Teboul

▶ **To cite this version:**

Sylvain Antichan, Sarah Gensburger, Jeanne Teboul. Dépolitiser le passé, politiser le musée? A la rencontre des visiteurs d'expositions historiques sur la Première Guerre mondiale.. Culture et Musées, 2017, Le musée et le politique, 28, pp.73-92. halshs-01514232

HAL Id: halshs-01514232
https://shs.hal.science/halshs-01514232

Submitted on 25 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SYLVAIN ANTICHAN, SARAH GENSBURGER ET JEANNE TEBOUL

DÉPOLITISER LE PASSÉ, POLITISER LE MUSÉE ? À LA RENCONTRE DES VISITEURS D'EXPOSITIONS HISTORIQUES SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

En 2010, le projet de Maison d'Histoire de France a fait l'objet d'une importante controverse. Pour ses partisans, ce musée devait constituer un « support d'instruction civique ». Pour ses opposants, il faisait la promotion d'« un récit national dans un but politique » (Backouche, Duclert, 2011 ; Pénicaut, Toscano 2012). Les participants à ce débat avaient toutefois en commun de considérer qu'exposer le passé produisait des effets politiques. En cela, ils reprenaient les conclusions d'une littérature désormais abondante sur les musées d'histoire. De nombreux travaux ont en effet interrogé la transformation des finalités politiques assignées à ces musées comme les façons dont elles se matérialisent dans les muséographies (Becker, Debary, 2012 ; Rousseau, 2012 ; Wahnich, 2013).

Nous savons toutefois très peu de choses sur ce que font les visiteurs de ces dispositifs. Malgré leur explosion récente, et à de rares exceptions près (Ancel, Poli, 2014 ; Hughes 2008), les études de publics et autres *visitors' studies* (Eidelman et *al.*, 2007), ont jusqu'ici très peu porté sur les musées d'histoire. Cet article entend cerner les formes que prend le politique au musée à partir du regard des visiteurs d'expositions « historiques »[1] inscrites dans le contexte de la commémoration de la Première Guerre mondiale.

Entre 2014 et 2015, nous avons réalisé une enquête au sein de six expositions consacrées à la Grande Guerre en France, à Paris comme en province, dans des musées comme dans des bibliothèques et des centres d'archives[2]. La dimension comparative nous a semblé décisive. Elle permet de cerner à la fois ce qui relève des effets propres à une exposition singulière, à sa muséographie, à ses partis-pris et de dégager également des mécanismes plus communs, plus partagés qui s'observent, tout en se reconfigurant, d'un lieu à un autre. L'objectif était de comprendre ce qui est vu et fait du passé par les visiteurs[3], autrement dit de cerner la diversité des regards, des pratiques, de « plonger dans l'épaisseur et l'hétérogénéité [de leurs] discours, de restituer leurs conditions de production, les rapports de légitimité qui les travaillent [et] leur dimension polyphonique » (Le Marec, 2007 : 17). Pour cela, nous avons recueilli plus de 600 questionnaires[4] et avons réalisé 275 entretiens semi-directifs individuels et collectifs. Prenant la forme de « discussions », ces derniers s'inauguraient volontairement par des questions très larges (« pourriez-vous nous raconter avec vos propres mots votre visite ? ») dont les réponses servaient à structurer nos relances. Dans une perspective compréhensive, nous avons cherché à suivre le discours des visiteurs en partant systématiquement des termes et catégories qu'ils mobilisaient pour ne pas « imposer » un sens ou un cadre normatif à ces échanges. Le canevas d'entretien a surtout servi en fin d'entretien pour revenir sur certaines thématiques lorsqu'elles n'avaient pas émergé d'elles-mêmes (par exemple sur la question du politique : « est-ce que vous diriez que cette exposition est politique ? »). D'une durée variant de 30 minutes à 3 heures, les entretiens ont été complétés par des centaines d'heures d'observations ethnographiques, qui alternaient entre suivis de visiteurs et observations d'une salle ou d'une vitrine, en relevant, le plus discrètement possible, les regards, les gestes et les propos échangés par les visiteurs.

Ces matériaux empiriques témoignent de la plurivocité des expériences et des interprétations : les façons de (rece)voir l'histoire exposée sont multiples, contrastées, parfois contradictoires. Comprendre ce qui se joue durant la visite implique de tenir ensemble des éléments de natures diverses, liés aux trajectoires biographiques des visiteurs, à leurs

socialisations, à leur parcours professionnels, au contexte de leur visite etc. Or la complexité de l'expérience étudiée s'accroît à mesure que l'on s'interroge sur le rôle que le politique est susceptible d'y jouer. Telle qu'elle a pu être appréhendée dans notre enquête, l'exposition historique donne lieu à des discours dans lesquels le politique occupe une place ambivalente, difficilement saisissable. Le chercheur a le sentiment d'un objet qui se dérobe et se trouve confronté à un paradoxe : le politique semble partout et nulle part à la fois.

A bien des égards, les individus interrogés sur leur visite tiennent des propos qui paraissent éminemment politiques, par exemple sur l'importance civique de la transmission d'un patrimoine historique aux générations futures. Ils sont pourtant très peu enclins, voire réticents, à qualifier leur expérience de « politique ». Comment analyser cette tension, cette présence-absence du politique dans les discours des visiteurs ?

Une partie de la réponse à cette question tient probablement aux différentes acceptions du terme « politique » et renvoie, plus généralement, à la question, récurrente en science politique, du « repérage du politique » par les acteurs et dans leurs propos (Duchesne, Haegel, 2001). A partir de leurs propos deux acceptions du politique prédominent. Spontanément, ils associent le terme à « la » politique, c'est-à-dire à la vie politique, aux acteurs, enjeux, clivages et catégories autour desquels s'organise l'espace de la compétition politique spécialisée. Mais, au-delà, il semble que leurs catégorisations du politique soient à géométrie variable, en fonction des situations, des contextes d'élocution et des échelles désignées. Dans un glissement insensible, ils peuvent aussi se référer ce qu'on désigne communément comme « le » politique et qu'eux-mêmes qualifient souvent par des mots comme « citoyenneté », « civisme » ou « national », locutions renvoyant ici aux identifications et aux valeurs collectives, aux loyautés et aux allégeances attendues ou revendiquées dans leurs rapports à l'État-nation (ou, plus rarement, à l'Union Européenne). Toutefois, nous le verrons, l'opposition est en partie artificielle, dans la mesure où ce qu'ils désignent comme « civique » (« le » politique) est aussi irrigué par leurs rapports, plus ou moins explicites, à « la » politique. La signification que les individus prêtent à la citoyenneté varie fortement en fonction de leurs attitudes politiques.

En oscillant d'une définition à l'autre, un même individu peut ainsi dans le même temps, et avec autant d'emphase, dénier et revendiquer le caractère politique de sa visite comme de l'exposition elle-même. Dans ce qui suit, nous chercherons donc à éclairer la place et les formes discursives du politique dans les visites d'expositions historiques. La dialectique paradoxale de la présence-absence du politique sera dépliée pour saisir les modalités et les rhétoriques de dépolitisation des expositions, en même temps que les espaces et conditions de sa politisation (Arnaud, Guionnet, 2005 : 11-25)[5].

LA VISITE DES EXPOSITIONS HISTORIQUES : UNE PRATIQUE DÉPOLITISÉE ?

UNE EXPOSITION APOLITIQUE

En juin 2014, à la BnF, nous administrons une série de questionnaires aux visiteurs qui sortent de l'exposition. Un groupe de quatre visiteurs commente le document à mesure qu'ils le remplissent. L'un des membres s'interrompt et nous interpelle. Il dit ne « pas comprendre » la question portant sur son orientation politique[6]. D'un ton assez sec, il juge cette question « déplacée » et exige des explications. Ses proches renchérissent et se disent étonnés, voire « choqués ». Cette question n'a « rien à faire ici », « rien à voir » avec la visite qu'ils viennent d'effectuer.

Cette conversation ne constitue pas un cas isolé, loin s'en faut. En dépit de nos tentatives d'adaptation, les entrées de notre questionnaire qui faisaient référence à la politique ont ainsi régulièrement suscité de vives réactions et ont, au final, été largement ignorées par

les visiteurs. La majorité, soit 51,18%, des 266 personnes interrogées à la BnF n'a, par exemple, pas répondu à la question sur le possible contenu politique de l'exposition « Eté 14. Les derniers jours de l'ancien monde ». D'un terrain à l'autre, on observe une réticence constante des individus à dévoiler leurs opinions politiques. Sur les 274 personnes ayant renseigné un questionnaire à la suite de leur visite au Musée de l'armée-BDIC, seules 65% ont accepté de faire connaître leurs convictions. Bien que variant suivant les enquêtés, ces taux de non-réponse sont nettement supérieurs à ceux enregistrés pour le reste des questions proposées. De même, seuls 6% des visiteurs de la BnF retiennent l'adjectif « politique » pour qualifier leur visite, qu'ils caractérisent plus volontiers d'expérience « éducative » (21%). Ces données, comme leur absence, témoignent d'une conception dominante : la visite d'une exposition historique est une pratique apolitique.

Tout d'abord, la propension à situer l'exposition hors du politique n'est pas également distribuée parmi les visiteurs. L'intérêt pour le politique ne constitue pas nécessairement une variable indépendante. Il n'en demeure pas moins que le regard du visiteur contribue tout autant que les contenus visionnés à définir si l'exposition relève ou non du politique. Et surtout, le repérage du politique est conditionné par le degré de politisation du visiteur.

Tableau 1. La politique : intérêt des visiteurs et qualification des expositions

« La politique a-t-elle une place dans l'exposition ? »	**OUI**		**NON**		**Sans Réponse**		**Total**	
« Êtes-vous intéressé par la politique ? »	Nombre de visiteurs	% de visiteurs	Nombre de visiteurs	% de visiteurs	Nombre de visiteurs	% de visiteurs	**Nombre de visiteurs**	**% de visiteurs**
Beaucoup	33	44%	36	48%	6	8%	**75**	**100%**
Assez	40	40%	51	50%	10	10%	**101**	**100%**
Peu	17	31%	30	56%	7	13%	**54**	**100%**
Non	5	21%	15	63%	4	17%	**24**	**100%**
Sans Réponse	2	10%	3	15%	15	75%	**20**	**100%**
Total	**97**	**35%**	**135**	**49%**	**42**	**15%**	**274**	**100%**

En forçant le trait, nous pourrions dire qu'il faut s'intéresser à la politique pour reconnaître de la politique dans une exposition. Cependant, une telle condition n'est pas encore suffisante. En effet, la majorité des visiteurs ne perçoit pas les expositions comme politiques, y compris parmi les plus politisés d'entre eux. Les matériaux qualitatifs aident à penser les significations hétérogènes que revêt l'apolitisme prêté aux expositions d'un visiteur à un autre.

Pour les visiteurs les plus dotés en capitaux scolaires et culturels tout comme pour les plus politisés, la mise à l'écart du politique peut-être explicitée et même revendiquée[7]. Ce couple d'instituteurs retraités, militants trotskystes-léninistes, abordent eux-mêmes la question à l'issue de leur visite du musée de la Grande Guerre du pays de Meaux : « On est quand même chez Copé. On ne voit que l'aspect militaire, les costumes. On s'attendait à ça. […] On n'a pas la même approche, c'est normal mais tout nous intéresse, nous ne refusons rien. Nous, on ne veut pas être bloqués, y compris par notre sensibilité, l'histoire c'est l'histoire »[8]. Parce

que le musée est récent, parce que son porteur politique est connu, l'institution pourrait se prêter à des visionnages politisés et conflictuels. Mais, en déambulant dans le musée, les visiteurs ne pensent guère à cette figure politique, ou finissent par l'oublier et ne corrèlent ni leurs enthousiasmes ni leurs déceptions à des orientations politiques. Plus encore, quand un tel regard tend à s'esquisser, tout se passe comme s'il s'évaporait une fois le seuil de l'exposition franchi. Dès lors, les visiteurs peuvent mettre en scène leur capacité à s'extraire de leur propre inclination idéologique[9].

Pour d'autres, la dimension politique demeure impensée. Le caractère apolitique de la visite est perçu comme allant de soi. Mona, une visiteuse âgée de 47 ans, venue à la BnF avec sa fille de 12 ans[10], dit ne pas avoir prêté attention à l'éventuelle dimension politique de l'exposition. Elle ne l'a « pas vue », « pas sentie », par manque de « repères » et par absence d'intérêt. « Vierge de tout […] par rapport [au] contexte [politique] », elle n'a pas « identifi[é] […] un discours ou une volonté politique de dire plutôt ça que ça ».

Du rejet exprimé du politique à son absence, deux registres rhétoriques sont alors employés, parfois alternativement dans un seul et même entretien, pour dissocier leur visite d'une signification politique : le registre de « l'histoire » et le registre de la « mémoire », entre général et particulier. Si les visiteurs tendent à ne pas voir du politique, ce n'est pas nécessairement qu'ils cherchent à l'éviter mais plutôt qu'ils visionnent autrement les contenus présentés (Eliasoph, 2010).

LES REGISTRES DE LA DÉPOLITISATION

C'est en mettant l'accent sur la véracité et l'authenticité des traces du passé qui sont exposées que la rhétorique que nous qualifierons d'« historienne » se situe hors du politique. La visite est alors vécue comme une pratique permettant de se confronter à des traces et archives irréfutables, témoignages du passé « tel qu'il s'est passé ». Mona décrit ainsi sa visite comme une « plongée dans un moment de l'histoire ». Sa fille, jeune collégienne, dit avoir apprécié les « costumes » militaires présentés, contrairement aux documents écrits et iconographiques qui n'ont pas retenu son attention. Pour elle, le fait de « voir vraiment » le passé, d'accéder à une histoire « grandeur nature » constitue l'intérêt principal de sa visite.

Accordant une place singulière à ces traces matérielles, considérées comme des preuves de l'« authenticité » du passé, le registre historien se développe autour de l'idée de la « neutralité » de l'histoire comme des expositions qui renlèvent. Le politique étant associé à des propositions générales visant à donner sens à la réalité en l'interprétant, les visiteurs des expositions s'éloignent du politique au fur et à mesure de la visite. Ils jugent y voir non pas des interprétations mais la réalité même.

La médiation muséale et ses intentions sont ainsi régulièrement oblitérées, au profit d'un discours valorisant l'impartialité et l'objectivité des dispositifs muséographiques, qui se superposent pratiquement à l'histoire elle-même. Ce que l'exposition montre, c'est la « triste vérité » : l'histoire telle qu'elle est advenue. Dans certains cas, ce discours prend une forme plus radicale : le rejet de toute forme d'usages politiques du passé. Réalisé en novembre 2014, période d'intense commémoration, l'entretien conduit au Musée de l'Armée-BDIC avec Jean-Paul, un visiteur de 76 ans, retraité d'une carrière dans le commerce international, met, en creux, en lumière la neutralité dont sont parées les expositions d'histoire. Notre enquêté déclare ainsi ne « pas regarder les commémorations » qu'il juge « dérisoires », « inintéressantes » et surtout « subjectives ». Par contre, il suit les « documentaires qui parlent de la guerre de 14 » et se rend dans des expositions car ces deux médiums répondent selon lui à l'exigence de « réalité » qu'il attribue à l'histoire, porteuse d'objectivité.

Un second registre s'appuie, à l'inverse, sur le rapport subjectif au passé pour justifier de sa dépolitisation. Toutefois, comme le précédent, ce registre, qui coexiste parfois au sein d'un même individu, que nous qualifierons ici de « mémoriel » prend appui sur la matérialité des artefacts qui composent l'exposition. Les visiteurs ont régulièrement évoqué leur parcours biographique. Les entretiens réalisés ont ainsi le plus souvent débuté par le récit spontané de l'expérience d'un ancêtre ayant participé au premier conflit mondial, figure récurrente dans les investissements sociaux de la Grande Guerre (Offenstadt 2010 : 15-21) et, plus généralement dans le rapport au passé des visiteurs d'expositions historiques comme l'a montré l'étude pionnière des visiteurs de *Spoliés ! L'"aryanisation" économique en France* (Ancel, Poli, 2014 : 39). Les mémoires privées, qui saturent les récits des visiteurs, forment un motif récurrent et le prisme à travers lequel l'exposition est appropriée. Durant sa visite, ce même Jean-Paul s'est, par exemple, focalisé sur une « zone géographique bien définie » et le début du conflit: « ce qui m'intéresse surtout, c'est la partie de mon oncle ». Une même logique a guidé Philippe dans sa visite aux Archives nationales. Cet homme de 70 ans, retraité d'un poste de chimiste au CNRS, n'avait pas beaucoup de temps. Alors qu'il dit avoir regardé « en passant », parfois « à toute vitesse » l'exposition, certains *artefacts* ont retenu son attention de manière durable telle cette photographie d'une classe de petites filles, tricotant des écharpes à destination des soldats. Ce document, « sans intérêt », a été observé « de près » car « ça se rapprochait de [sa] mère » qui avait cet âge-là en 1914. Ici le politique disparaît au profit d'une relation intime et subjective à l'exposition. Cette relation va d'ailleurs au-delà d'une mémoire familiale. Elle prend régulièrement appui sur des objets qui sont rattachés à la vie quotidienne contemporaine des visiteurs. À Grenoble, à l'issue de la visite des « Poilus de l'Isère », la figure de Pégoud, ancien aviateur dont le parcours scolaire est présenté est par exemple mise en avant par des visiteurs qui pratiquent eux-mêmes l'aviation ou des lycéens intéressés par le fait qu'il se soit engagé dans la guerre juste après l'obtention de son « baccalauréat » ou suite à son « stage ».

POLITISER L'ESPACE DU MUSÉE ? LE RÔLE POLITIQUE DES EXPOSITIONS HISTORIQUES

LE MUSÉE COMME INSTRUMENT POLITIQUE…QUI S'ADRESSE AUX AUTRES

Cette lecture apolitique de l'exposition va toutefois de pair avec la formulation d'une attente politique vis-à-vis du musée qui expose le passé. Ce couple de retraités modestes résidant depuis plusieurs décennies dans le quartier de la Belle-de-Mai à Marseille se rend à l'exposition proposée par les Archives municipales. Leur visite est saturée par le prisme du familier, tant par les « souvenirs des grands-parents » que par les noms de lieux et d'objets connus. Aucune considération politique n'émerge de leur récit de l'exposition. Toutefois, il en va différemment quand, spontanément, ils n'évoquent plus l'exposition elle-même mais son public idéal : « ils devraient amener des classes », ce serait « essentiel » d'« inculquer ce devoir de mémoire aux jeunes en montrant des expositions de ce genre ». Une telle exposition leur ferait comprendre qu'« on a des droits » mais aussi « des devoirs » et qu'on ne peut être « Français par intermittence » comme le sont, aussi pour d'autres visiteurs, ces « Français de papiers », ces « Français entre guillemets »[11]. Visiter l'exposition devient alors un quasi-attribut de nationalité, attribut politique s'il en est.

Cette rhétorique, consistant à s'exclure des effets civiques du musée pour les réserver aux « autres » traverse l'enquête en filigrane. Les « autres » en question, ce sont généralement les écoliers et plus largement les « jeunes générations ». Nombreux sont les visiteurs à évoquer spontanément ces publics et à faire référence au rôle civique de l'exposition. Ils se

réjouissent : « Y a des jeunes et c'est bien ». Et quand ceux-ci sont absents, ils le déplorent : « Il faudrait même organiser des visites de classes. Pour des ados, je pense que c'est important »[12].

Ainsi, le schème d'une transmission civique est trop souvent évoqué pour penser qu'il ne participe pas à l'expérience de visite. Mais il y participe sur un mode singulier. Aucun visiteur ou presque ne revendique pour lui-même ce rôle civique du musée alors que quasiment tous le postulent chez les scolaires et les « jeunes ».

VISITE FAMILIALE ET RÔLE POLITIQUE DU MUSÉE

Plus que dans d'autres contextes, les visiteurs en situation intergénérationnelle (Jonchéry & Van Praët, 2007 : 147-159) donnent à voir cette attente civique à l'égard du musée. Le 11 novembre 2014, Frédéric[13] a décidé de « marquer le coup » en profitant de la commémoration de l'armistice pour amener ses deux filles au Musée de l'Armée-BDIC. Selon lui, « Vu du front » est adaptée car « il n'y a pas trop ce côté histoire ». Ce « passionné d'histoire » dit en effet avoir apprécié le caractère « atemporel » de l'exposition : « [Dans l'exposition], il y a ni vainqueur, ni vaincu. Il n'y a pas d'explication. On ne rentre pas dans l'explication de "pourquoi cette guerre", on *montre* la guerre. Ça aurait pu être la guerre de Sécession aux États-Unis, ça aurait pu être les mêmes images, les mêmes choses ! C'est ça qui est intéressant. C'est même atemporel on pourrait dire ! ».

Atemporelle, l'exposition est de même considérée comme apolitique, dans son contenu comme dans le message qu'elle délivre : « il n'y a pas de contexte politique, c'est ça qui est intéressant ». L'exposition ne fait que « montrer » que « la guerre c'est horrible » : « on voit des cadavres […], ça prouve que la guerre c'est ça. La guerre c'est les morts ». Or c'est ce double mouvement de déshistoricisation et de dépolitisation qui permet à Frédéric d'utiliser l'exposition comme une ressource politique dans laquelle puiser des valeurs civiques qu'il souhaite transmettre à ses filles.

Les rares visiteurs issus de ce qu'on désigne, faute de mieux, comme les « minorités visibles » tendent, quant à eux, à surinvestir cette dimension civique. Ils constituent à cet égard un cas extrême particulièrement éclairant. C'est au croisement de ce type de situation sociale de visite et de ce type de trajectoire biographique qu'émerge avec une force particulière la prégnance de ce souci civique. Ainsi, un père d'origine algérienne a conduit son fils de 8 ans à l'exposition « Poilus d'Isère » afin de « transmettre l'histoire de France » car « c'est important que [son fils] se sente Français, malgré nos origines ». Les entretiens réalisés avec ces familles mettent en évidence un mécanisme diffus. L'insistance parentale confrontée au relatif détachement des enfants (qui restent plutôt silencieux ou cherchent, pratiquement à la manière d'un jeu, la « bonne réponse » à fournir) montre à chaque fois que la valeur civique de la transmission mobilise davantage celui qui souhaite transmettre que celui auquel le message doit s'adresser. Ce rôle politique attendu de l'exposition oriente la visite du « passeur » plus qu'elle n'agit véritablement sur son destinataire.

Or cette dernière affirmation nous semble pour partie pouvoir s'expliquer par le caractère incertain, imprécis des contenus placés au cœur du rôle civique attendu. Bien qu'intensément engagés dans ces pratiques de passation et convaincus de leur efficacité, les individus s'en tiennent souvent à des formules générales, « conventionnelles » (Ancel, Poli, 2014 : 38), le plus souvent très floues. En l'absence de contenus clairement identifiés – et assez rarement « historiques » – il devient dès lors légitime de s'interroger sur la consistance de ces processus politiques supposés avoir lieu au musée, autrement dit de questionner ce qui « passe » effectivement au cours de telles visites. Quels sont les « effets » les plus repérables des expériences muséographiques, en termes d'attitudes, de positionnements ou de convictions politiques ?

LA DÉPOLITISATION DE LA VISITE COMME MODE D'EXPRESSION POLITIQUE

En adoptant le point de vue des visiteurs, nous pourrions dire que l'institution exposition est politique (au sens de civique) alors que la pratique de visite elle-même n'est que, très inégalement, politique (quelle que soit l'acception prêtée au terme parmi celles listées en introduction). Une telle proposition permet de tenir ensemble nos deux conclusions. Quand les visiteurs parlent abstraitement, que ce soit des expositions ou des autres visiteurs, ils évoquent aisément une attente politique. A l'inverse, quand leurs propos épousent plus étroitement leurs pratiques et décrivent la relation qu'ils nouent aux contenus exposés, « la » et même « le » politique se fait intermittent, le plus souvent absent. Toutefois, cette opposition binaire peut être dépassée en opérant un double déplacement. D'abord, le chercheur peut repérer du politique au-delà de ce que les visiteurs labellisent eux-mêmes, plus ou moins explicitement, comme politique. Ensuite, il peut enrichir la distinction entre activité sociale et activité politique par une troisième catégorie, celle des activités politiquement orientées. Ainsi éclairé, l'acte de visite apparaît comme une activité sociale généralement tenue comme non politique tout en étant politiquement orientée. Le rapport au passé et le discours tenu sur le passé pouvant alors apparaître comme un mode privilégié de positionnement politique et d'actualisation de convictions politiques préexistantes plus que leur vecteur.

LA DÉPOLITISATION COMME MOTEUR D'ACTUALISATION DE CONVICTIONS POLITIQUES

En janvier 2015 au Musée de l'Armée-BDIC, nous rencontrons Loïc âgé de 38 ans. Venu seul, il nous dit avoir apprécié l'exposition pour son « impartial[ité] » : « c'est pas que de la propagande. Moi [l'exposition] je la trouve neutre ». Il est venu se confronter à « l'histoire en tant que telle » : « Tout l'intérêt de l'histoire, c'est ça. C'est de montrer ce qui s'est passé ». A première vue donc, les propos de Loïc relèvent du registre « historien » décrit plus haut. Pourtant sa visite le conduit à affirmer à plusieurs reprises son patriotisme : « le patriotisme, c'est important », « le patriotisme, ça reste important. Enfin, en tous cas, pour moi ». Ici l'exposition, par sa neutralité affichée, lui donne l'occasion de légitimer et d'afficher publiquement, en quelque sorte d'accrocher au mur, ses convictions politiques : « [C'est important d']entretenir une certaine fierté euh... d'avoir un pays où on vit quand même assez libre, où on a un modèle social qui est quand même assez intéressant. Où on a une culture. Enfin voilà, il y a une histoire en France, y a une culture. Donc avoir un certain attachement à ça, ça me semble sain […]. Être prêt quelque-part à défendre ça, ça me semble nécessaire. C'est l'intérêt de ce musée-là ». Tout en affichant le caractère apolitique du musée et de sa visite (à la question « est-ce que l'exposition est politique selon vous ? », il répond « non »), il déclare que « l'intérêt » de cette exposition est d'entretenir le patriotisme, le sentiment d'appartenance et de fierté nationale. Le musée d'histoire joue ici comme un opérateur d'actualisation de convictions politiques qui sont préalables à l'acte de visite. Dans « Vu du front », Loïc a vu du patriotisme (et l'occasion de l'exprimer publiquement), engagement politique auquel il est socialisé depuis longtemps, notamment dans le cadre de son métier de gendarme.

Or cette actualisation politique s'opère de manière très différenciée selon les visiteurs. Né en 1951, André est ingénieur à la retraite et réside dans les Deux-Sèvres. Alors qu'il a déambulé dans la même exposition que Loïc, sa visite prend un tout autre sens. D'abord, elle se situe plutôt dans un registre « mémoriel ». Il nous déclare d'emblée ne pas s'intéresser à l'histoire : « Je ne suis pas spécialement… l'histoire, ça m'a toujours barbé ! L'histoire de France je connais mal mais bon, quand même, à l'occasion d'événements comme ça [comme les commémorations du Centenaire], je me dis après tout, même si ma perception de l'histoire

n’est pas linéaire, c’est un peu des petits… des petits flashs sur un truc ou un autre à un moment donné ». Il n’en demeure pas moins que, à son tour, il s’appuie sur l’exposition, déclarée là encore comme apolitique dans le reste de l’entretien, pour exprimer son positionnement politique : « donc ce type d’expo même si, je ne sais pas si c'est son propos c'est quand même de dire que la guerre qu’on la représente d’une façon ou d’une autre c'est quand même une sacré régression, faire la guerre, casser ce que les autres ont construit, c'est terrible ». Il a beaucoup apprécié que la France ne soit pas le seul pays évoqué dans l’exposition, loin d’un point de vue écrit comme strictement « franco-français » : « On vit dans… Après quand même la deuxième guerre mondiale, l’Europe s’est faite, il ne faut pas l’oublier ! Les séparatistes en général, je trouve, peut-être que je me trompe, c'est en général des régions riches… Ah oui on veut faire sécession, d’accord… la Catalogne effectivement c'est le poumon économique de l’Espagne… Cela veut dire qu’on fait quoi, on laisse tomber les autres ? Je trouve ça vraiment navrant et en Belgique apparemment c'est pareil, les flamands sont plus riches que les wallons, on veut faire sécession, je trouve… Enfin il faudrait visiter… voir un peu des expos comme ça pour voir d’où on est venu et arrêter d’hurler à la mort pour dire que cela ne va pas ! Ça m’agace un petit peu, c'est vrai : Vive l’Europe ! ». Ici l’exposition est, à nouveau, pour André l’occasion d’un positionnement politique. Il s’appuie sur l’exposition pour exprimer son engagement européen. Pour Loïc, « Vu du front » porte un message patriotique et national ; pour André, elle contient un discours pacifiste et cosmopolite. Dans les deux cas, elle est pourtant simultanément décrite comme « neutre » et « objective ».

En croisant ces deux témoignages, comme beaucoup d’autres, il est difficile d’assigner un sens politique univoque à une exposition. Les contenus sont réinterprétés par les visiteurs par le prisme de leurs différentes socialisations, de leurs orientations politiques etc. Ces orientations subjectives sont incorporées à leurs regards. Tout se passe comme si elles émanaient de l’exposition elle-même et non de leurs subjectivités. Les supports matériels sont ici un vecteur d'actualisation et de légitimation de l'expression publique de convictions politiques préalables.

DES LECTURES POLITIQUES DE DOCUMENTS DÉPOLITISÉS

Ce n’est pas seulement une même exposition mais bien un même document qui peut faire l’objet de visionnages implicitement politisés très contrastés.

Visiteuse de l’exposition « Les Poilus de l’Isère », cette étudiante en médecine, née en 1984, justifie sa visite au regard de motivations politiques et civiques. Sa visite relève clairement du registre historien. L’histoire suscite un « partage des points de vue », un décentrement qui permettrait d’éviter les exclusions et les haines. Cette conception est liée d’emblée à son vote pour Europe Ecologie les Verts, parti perçu comme européen. Mais plus ses propos se rapprochent du contenu même de l’exposition, plus la revendication de quelque chose du politique tend à se diluer ou à s’effacer. Pourtant le document qu’elle met le plus en avant est une lettre manuscrite d’un soldat, Daniel Jolland, écrivant à sa mère qu’il est « bien soigné » alors même qu’il est incarcéré dans un camp de représailles en Allemagne. Son attirance pour ce document est explicitée par des propriétés matérielles comme l’élégance de l’« écriture », le fait qu’il soit « joli » ou que le soldat « vouvoie sa mère ». Mais le choix d’un des seuls documents qui mette en avant la confraternité européenne fait indéniablement système avec son engagement politique.

Dans l’exposition « Poilus d’Isère », d’autres visiteurs ont aussi retenu la lettre du soldat Jolland. Mais face à ce document, les visiteurs déploient des significations distinctes ; ils ne voient ni la même histoire, ni les mêmes normes politiques. Ainsi, un visiteur né en

1961, contrôleur au trésor public, nous dit : « J'aime bien voir la description du parcours militaire des soldats. Par exemple, celui-là qui était prisonnier pendant 4 ans… je sais, les conditions étaient très dures à l'extérieur mais enfin ce n'est quand même pas [comme] sur les champs de bataille. Non je dis ça, j'ai un oncle qui en 42 a eu le choix, enfin, relativement le choix, entre le maquis et le STO, il a préféré partir en Autriche [rire]. Donc, c'était quand même autre chose que de vivre… ». Par ses rires et ses phrases laissées inachevées, il sous-entend que ces hommes étaient un peu des « planqués ». A certains égards, son propos est proche de celui tenu par un autre homme, né en 1937, instituteur à la retraite : « Il y a quand même quelques éléments positifs, c'est quand on nous présente ce prisonnier de guerre français qui était dans une ferme en Allemagne, il n'a pas trop souffert de la guerre, c'est l'un des rares ». Ce visiteur a réalisé une visite commentée de l'exposition, au sein d'un groupe composé de membres d'une association locale de retraités. La trajectoire de Jolland a retenu son attention aussi dans la mesure où elle a suscité les commentaires du groupe, l'un a évoqué une trajectoire proche durant la Deuxième guerre mondiale, un autre y a répondu par une allusion graveleuse suscitant les rires de l'assemblée. L'instituteur à la retraite tend d'ailleurs à confondre et à hybrider la trajectoire de Jolland avec l'anecdote racontée au sujet de la Deuxième guerre mondiale.

En retenant et en commentant cette figure, la jeune femme mettait l'accent sur le dépassement des clivages nationaux. Cette dimension est bien présente chez le retraité. Mais, comme le contrôleur du Trésor public, il tend d'abord à retenir que le soldat « n'a pas trop souffert de la guerre ». Cependant, la signification d'une même proposition se reconfigure en fonction des attitudes politiques des visiteurs. Durant l'entretien, l'instituteur à la retraite, nous a fait part de son refus du « patriotisme » militariste et de son rejet de l'appropriation de la « patrie » par l'extrême droite. En distinguant la figure de Jolland, il se réjouit que des soldats aient pu ainsi se soustraire à la guerre. Inversement, le contrôleur du Trésor Public s'approprie la Grande Guerre dans la mesure où l'événement incarnerait la quintessence du patriotisme : « c'est le côté national qui m'intéresse », « tout le monde a participé », « c'était la dernière période où la France était une puissance mondiale ». Sans condamner l'(in)action de Jolland, il attend toutefois d'un soldat qu'il se sacrifie pour la patrie. Il s'étonne même du nombre de morts en Isère qu'il trouve « finalement » peu élevé (« je ne dis pas qu'ils étaient planqués mais… »).

La confrontation de ces différents cas suggère des mécanismes plus généraux. Sous les regards des visiteurs, il n'y a pas nécessairement le document d'un côté et sa propre opinion de l'autre. En effet, les documents sont directement visionnés à travers des cadres sociaux et cognitifs qui leur donnent sens. Ainsi, les manières de voir sont mêlées, sont incorporées aux documents eux-mêmes. Elles dépendent d'expériences préalables, de socialisations antérieures, d'activités quotidiennes. Comme le suggère Joëlle Le Marec, l'expérience des visiteurs au musée est constamment façonnée, traversée par ces socialisations, leurs discours renvoyant « continuellement au monde d'avant, d'après ou de dehors » (Le Marec, 2007 : 27). Mais ces façons de sentir et de penser peuvent être, comme c'est le cas ici, imprégnées par des attitudes politiques. Il en découle que les visiteurs peuvent entretenir des relations politisées au contenu qui ne sont pas directement pensées comme politiques car incorporées à leurs regards et, par extension, aux documents eux-mêmes.

***

Durant les visites, le politique s'ancre dans les pratiques sur un mode non-différencié où il n'est pas explicitement thématisé, où il n'est pas repéré en tant que tel mais mêlé à des motifs hétérogènes. Le politique s'ancre dans les pratiques en s'y invisibilisant. Loin d'opérer

une transformation civique, les expositions tendent plutôt à conforter des croyances et des représentations préalables (Doering, Pekarik, 1996 : 20-25). Mais, dans les mécanismes d'appropriation des expositions, ces croyances sont naturalisées, les légitimant ainsi à rebours. Il peut ainsi être fait l'hypothèse que si les visiteurs plébiscitent aussi unanimement le schéma de la transmission civique c'est parce que, en rapprochant ainsi les « jeunes » du passé, ils les rapprocheraient finalement implicitement d'eux-mêmes, de leurs propres convictions politiques, identifiées et confondues avec la neutralité de l'histoire. A cet égard, tandis que ce qui précède appelle à la réalisation d'enquête du même genre sur d'autres lieux et d'autres périodes historiques, il ne met pas tant, pour l'heure, en évidence les fameux « usages politiques du passé » que la manière dont, dans la société française contemporaine, le rappel du passé est un lieu privilégié d'expression du politique.

BIBLIOGRAPHIE

Ancel (Pascale), Poli (Marie-Sylvie). 2014. *Exposer l'histoire contemporaine. Spoliés ! l' « aryanisation » économique en France 1940-1944*. Paris : La documentation française (Musée-Mondes.)

Arnaud (Laurent), Guionnet (Christine) (sous la dir. de). 2005. *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolisation*. Rennes : PUR (Res Publica.)

Backouche (Isabelle), Duclert (Vincent) (sous la dir. de). 2011. *Quel musée pour l'histoire de France*. Paris : Armand Colin.

Becker (Annette), Debary (Octave) (sous la dir. de). 2012. *Montrer les violences extrêmes : théoriser, créer, historiciser, muséographier*. Grâne : Créaphis.

Blondiaux (Loïc). 2007. « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, 6, p. 759-774.

Davallon (Jean), Gottesdiener (Hana), Vilatte (Jean-Christophe). 2006. « A quoi peuvent donc servir les recherches sur les visiteurs ? », *Culture & Musées*, 8, p. 161-172.

Déloye (Yves). 2003. *Sociologie historique du politique*. Paris : La découverte (Repères) [1ère éd. 1997.]

Doering (Zahava), Pekarik (Andrew). 1996. « Questioning The Entrance Narrative », *Journal of Museum Education*, vol. 21, 3, p. 20-25.

Duchesne (Sophie), Haegel (Florence) (sous la dir. de). 2001. « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », *Espaces-Temps. Les Cahiers*, 76-77.

Eidelman (Jacqueline) et al. (dir.). 2007. *La Place des publics. De l'usage des études et recherches par les musées*, Paris, La Documentation française, coll. Musées-Mondes.

Eliasoph (Nina). 2010. *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris : Economica (Etudes sociologiques) [1ère éd. 1998.]

Gaxie (Daniel). 2013. « Retour sur les modes de production des opinions politiques », p 293-306 in *Trente ans après la Distinction de Pierre Bourdieu* / sous la direction de Philippe Coulangeon, Julien Duval. Paris : La Découverte (Recherches.)

Hooper-Greenhill (Elian). 2000. *Museums and the Interpretation of Visual Culture*. New York : Routledge.

Hughes (Rachel) 2008. « Dutiful tourism: Encountering the Cambodian genocide », *Asia Pacific Viewpoint* 49(3), p. 318–330.

Jonchery (Anne), Van Praët (Michel). 2007. « Sortie en famille au musée: optimiser les négociations à l'œuvre », p. 147-159 in *La place des publics. De l'usage des études et recherches par les musées* / sous la direction de J. Eidelman et *al.*, Paris : La documentation française (Musées-Mondes).

Mairesse (François). 2010. « Évaluer ou justifier les musées ? ». *La Lettre de l'OCIM*, 130, p. 12-18.

Le Marec (Joëlle). 2007. *Publics et Musées. La confiance éprouvée*. Paris : L'Harmattan (Communication et Civilisation).

Le Gall (Laurent), Offerlé (Michel), (sous la dir. de). 2012. *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e^-XXI^e^ siècle*. Rennes : PUR (Histoire.)

Offenstadt (Nicolas). 2010. *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris : Odile Jacob.

Pénicaut (Emmanuel), Toscano (Gennaro) (sous la dir. de). 2012. *Lieux de mémoire, musées d'histoire*. Paris : la documentation française (Musées-Mondes)

Poulot (Dominique). 2001. *Patrimoine et musée : l'institution de la culture*. Paris : Hachette.

Poulot (Dominique). 2005. *Une histoire des musées de France, XVIII^e^-XX^e^ siècle*. Paris : La Découverte (L'espace de l'histoire).

Rousseau (Frédéric) (sous la dir. de). 2012. *Les présents des passés douloureux. Musées d'histoire et configurations mémorielles. Essais de muséohistoire*. Nanterre : Michel Houdiard.

Wahnich (Sophie) (sous la dir. de). 2013. « Réfléchir l'histoire des guerres au musée ». *Culture & Musées*, 20.

Williams (Paul). 2007. *Memorial Museums: The Global Rush to Commemorate Atrocities*. New York: Berg.

[1] L'un des objectifs de notre recherche était précisément de travailler finement la question de la qualification de ces expositions par les visiteurs. Que viennent-ils voir dans une exposition que, en tant qu'observateurs extérieurs de leur expérience, nous avons tendance à décrire comme « historique » ? Toutefois, et pour permettre un meilleur confort de lecture, nous ferons l'économie des guillemets dans ce qui suit.

[2] Les expositions étudiées : « Été 14. Les derniers jours de l'ancien monde », Bibliothèque Nationale de France, Paris (25 mars au 3 août 2014) ; « Août 1914. Tous en guerre », Archives Nationales, Pierrefitte sur Seine (19 septembre au 29 décembre 2014) ; « Vu du front. Représenter la grande guerre », Musée de l'Armée/ BDIC (15 octobre 2014 au 25 janvier 2015) ; « Poilus d'Isère », Musée de la Résistance et de la Déportation d'Isère, Grenoble, (12 novembre 2014 au 12 octobre 2015) ; « Marseillais, fais ton devoir ! », Archives municipales de Marseille (14 novembre 2014 au 17 mai 2015) ; Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux. Pour une présentation détaillée : http://memu.hypotheses.org/

[3] Cette recherche a été réalisée dans le cadre du Labex « Les passés dans le présent », a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » (ANR-11-LABX-0026-01), avec le soutien de la Mission du Centenaire 14-18. Selon les terrains, Malena Bastias, Marion Charpenel, Catherine Guaspare, Julie Lavielle, Brett Le Saint, Sofia Tchouikina et Gwendoline Torterat ont également participé au recueil des données.

[4] La passation des questionnaires s'est faite par auto-administration. Durant les journées d'enquête, nous réalisions 1 à 2 phases exhaustives de passation, d'une durée variant de 30 à 60 minutes. Il s'agissait par-là d'assurer une forme de représentativité à ces données. Nous variions les jours et les créneaux de ces phases exhaustives de passation afin d'accroître les chances de disposer de profils variés de visiteurs. En dehors de ces phases, nous proposions également à certains visiteurs (notamment parmi ceux qui n'avaient pas de temps à consacrer à un entretien) de remplir un questionnaire et laissions également des questionnaires en libre-service pour les visiteurs volontaires. Les questionnaires issus de ces trois modes de recueil ont été distingués pour permettre, quand cela était pertinent, un dépouillement spécifique.

[5] Faute de place, il n'est pas possible de se référer, ici, à la littérature abondante recensée, notamment, par Michel Offerlé et Laurent Le Gall (2012 : 8-21), sur les processus de politisation d'espaces, d'acteurs et de pratiques éloignés des activités et des sphères les plus directement, et socialement, identifiées comme politiques.

[6] Dans le questionnaire, trois questions portaient sur la politique : « Est-ce que, à vos yeux, la politique est présente dans l'exposition ? » (Réponses proposées : oui / non), « Personnellement, est-ce que vous vous

intéressez à la politique ? » (beaucoup / assez / peu / pas du tout), « Sur l'échelle suivante, où situeriez-vous votre orientation politique ? » (l'échelle comportait 11 cases de l'extrême gauche à l'extrême droite). La politique se retrouvait dans deux autres questions, l'une proposant aux visiteurs de choisir parmi une liste d'adjectifs pour qualifier l'exposition, l'autre de sélectionner parmi des termes pour caractériser leur visite.

[7] Parmi une multitude de travaux, Daniel Gaxie est récemment revenu sur la question des conditionnements sociaux de la formation des opinions politiques (2013 : 293-306).

[8] Membre et ancien président de l'Union pour la Majorité Présidentielle, Jean-François Copé est le Député-Maire de Meaux.

[9] Une telle attitude entretient, probablement, des affinités avec le modèle de citoyenneté ayant structuré la genèse des musées en France (Poulot, 2001, 2005) et qui tend, plus qu'ailleurs, à dissocier l'appartenance civique des autres appartenances sociales (Déloye, 2003 : 70-73).

[10] Mona réside à Paris. Elle est diplômée d'un BTS « Action commerciale » et exerce la profession de responsable marketing.

[11] Ces formules ont été employées par différents visiteurs : à Grenoble, par un homme, né en 1996, étudiant en IUT, à Marseille, par un homme né en 1949, cadre dans la sécurité sociale à la retraite et, à Meaux, par un homme, né en 1994, inscrit en CAP.

[12] Extrait d'un entretien avec un visiteur de l'exposition « Poilus d'Isère », né en 1954, ingénieur informaticien à la retraite, résidant dans les Alpes-Maritimes.

[13] Né en 1968, Frédéric est consultant en création d'entreprise. Il réside dans les Hauts-de-Seine avec son épouse (qui travaillait ce jour-là) et ses deux filles, âgées de 12 et 10 ans, respectivement élèves de 5ème et de CM2.